

**FAIRE ENTENDRE LA PAROLE DES UNIVERSITAIRES !**

Pour le développement, le rayonnement et l'efficacité scientifique et sociale des universités, les mouvements contre la loi LRU et le budget 2008 marquent des points et se consolident.

Le SNESUP a, depuis juin, alerté les personnels, sensibilisé les démocrates et l'opinion sur les dangers scientifiques, pédagogiques, démocratiques des choix gouvernementaux en matière universitaire. D'autres choix sont nécessaires et possibles pour un grand service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le SNESUP dénonce le rôle du bureau de la CPU qui fait jouer à la CPU le rôle de courroie de transmission du ministère et qui se prétend représentatif de la communauté universitaire. Il affirme le rôle irremplaçable des organisations syndicales représentatives des enseignants-chercheurs et enseignants et des instances élues comme le CNESER.

Face aux mobilisations, en particulier étudiantes, les difficultés du gouvernement à faire accepter cette loi LRU sont réelles. Les annonces fallacieuses sur la dépense moyenne par étudiant à l'horizon 2012 sans qu'aucun recrutement de titulaire soit envisagé illustrent aussi la nocivité d'une politique qui remet en cause l'ensemble des services publics.

Le SNESUP appelle tous les acteurs du supérieur et les démocrates à

- organiser des temps forts de mobilisation : assemblées générales, « facs ouvertes », grèves\*, en particulier le 6 décembre, manifestations dans les villes universitaires et manifestation nationale à Paris ;  
\* *le SNESUP a déposé un préavis de grève pour les 4, 5 et 6 décembre.*
- rendre possible, en liaison avec les étudiants de plus en plus engagés dans la contestation légitime de la loi, la validation du semestre universitaire ;
- amplifier la diffusion d'explications sur la loi LRU et de propositions autour des enjeux scientifiques et sociétaux du supérieur, en participant, en particulier, à toutes les formes d'expression collective ;
- contester dans toutes les instances les logiques inscrites dans la loi LRU.

Le SNESUP, qui inscrit ses actions dans l'exigence d'abrogation de la loi LRU, appelle à l'organisation concertée dans toutes les universités d'une véritable consultation démocratique sur l'avenir du supérieur et sur la loi LRU, préalable à un « Grenelle du supérieur et de la recherche » qui en tirerait toutes les conséquences.

Votée à l'Unanimité par la Commission Administrative Nationale  
Réunie à Paris, le 29 novembre 2007

**A SIGNER****Appel pour une autre réforme du service public  
d'enseignement supérieur et de recherche**

<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article1772>

**DERNIERS JOURS****Enseignants-chercheurs – Inscriptions sur la liste électorale  
en vue des élections au CNRS - Rappel**

Date limite pour les inscriptions, la révision et les vérifications de la liste électorale en vue des élections au CNRS –  
**3 DECEMBRE 2007** –

Inscription : <http://www.sg.cnrs.fr/elections/listes/default.htm>

Vérification : <http://liste-electorale.dsi.cnrs.fr/fo/index.php>

Faites connaître vos éventuelles contestations en cas de difficultés le plus rapidement possible au secteur recherche du SNESUP : [recherche@snesup.fr](mailto:recherche@snesup.fr) – Voir sur le site du SNESUP : [www.snesup.fr](http://www.snesup.fr)